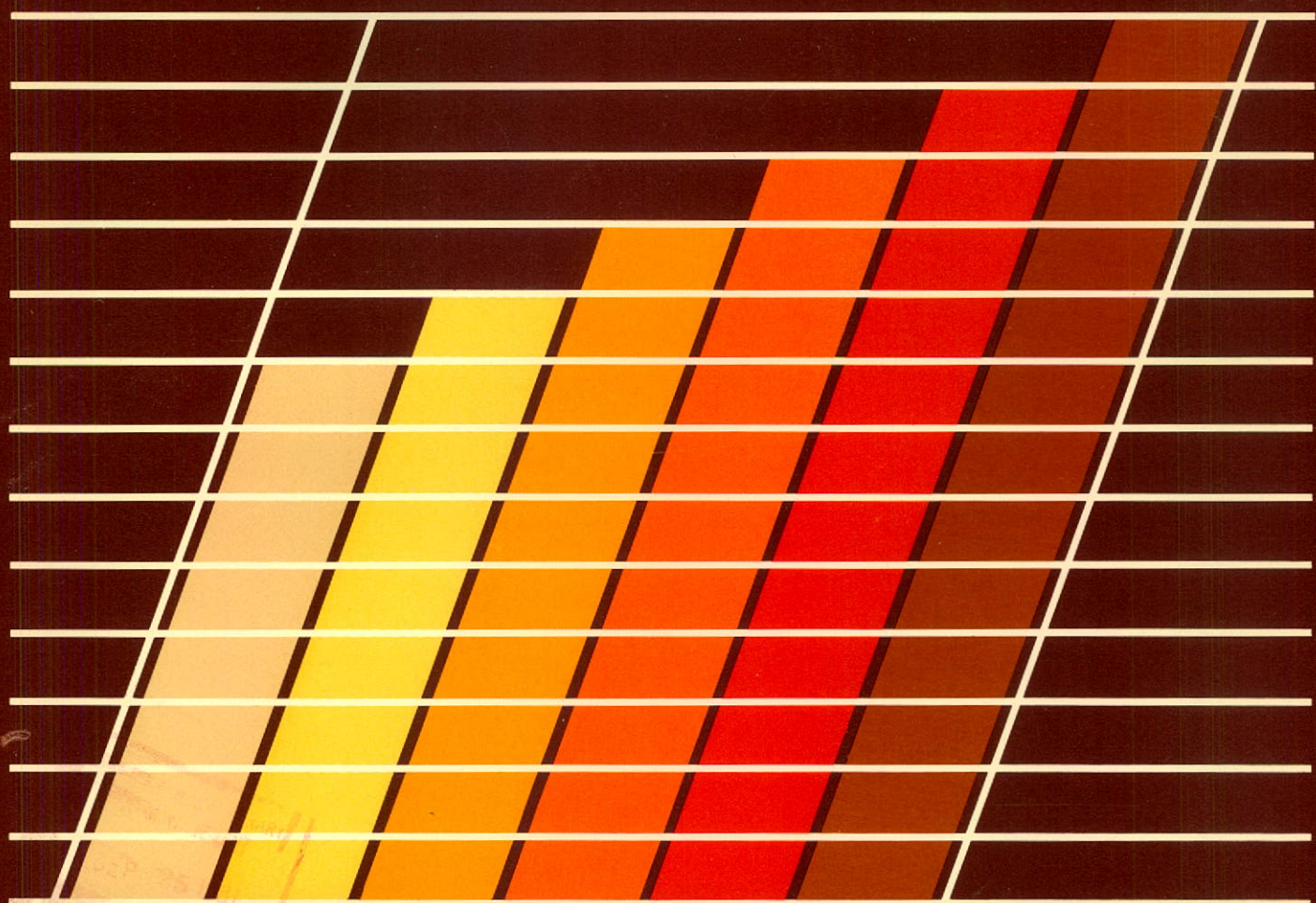


sid

RAPPORT ANNUEL 1979

société d'investissement
desjardins



une institution du mouvement des caisses populaires desjardins

Rapport
annuel 1979

sid

société
d'investissement
desjardins

Table des matières

4	Message du président
6	Conseil d'administration
8	Rapport du vice-président exécutif
10	Les services de la SID
11	États financiers consolidés
17	Notes complémentaires
21	Les partenaires actuels de la SID
22	Nos partenaires et leurs principaux produits

Associée à des entreprises que l'on retrouve dans plusieurs régions du Québec, la SID contribue à la prospérité économique des Québécois.

Les fonds que la SID investit, ce sont les épargnes des Québécois recueillies par l'ensemble des Caisses populaires Desjardins.

Ces injections de capitaux dans des entreprises en pleine croissance contribuent à assurer un nombre grandissant d'emplois.

Par l'entremise de ses associés, la SID participe à la production et à la mise en marché de biens et de services qui répondent aux besoins du consommateur.

La SID, c'est l'intégration des membres du Mouvement Desjardins, l'épargnant, le travailleur, le consommateur, au développement industriel et à la prospérité économique de leur milieu.



Message du président

Au moment d'entreprendre une nouvelle décennie, le Canada aussi bien que le Québec demeurent aux prises avec des problèmes économiques sérieux. Certes, la situation du chômage s'est améliorée alors que pour la première fois depuis plusieurs années, le taux de création d'emplois dépassait largement la croissance de la population active; cependant, il reste beaucoup à faire puisque le taux de chômage moyen pour l'année 1979 s'établissait à 7,5% au Canada et à 9,7% au Québec.

Bien que le Canada ait été moins vulnérable que la plupart des autres pays à la hausse rapide des prix du pétrole, les pressions inflationnistes ont été persistantes en 1979 avec un taux d'augmentation qui est demeuré au-dessus de 9%. Les taux d'intérêt canadiens ont monté tout au cours de l'année alors qu'ils sont demeurés à la remorque des taux américains. Aux États-Unis, les fortes hausses du prix du pétrole ont contribué à pousser le taux d'inflation à plus de 13% en 1979 et le taux préférentiel des banques atteignait environ 15% à la fin de l'année. Pour favoriser l'accès aux marchés de capitaux extérieurs et pour protéger la valeur relative de notre dollar, la Banque du Canada a donc permis aux taux d'intérêt canadiens de suivre les taux américains.

Cette hausse du loyer de l'argent au Canada ne manquera pas de ralentir la croissance économique en 1980. Les perspectives d'une récession aux États-Unis devraient également affecter notre économie. Le défi qui se pose à l'économie québécoise apparaît donc particulièrement exigeant. Il faudra que les entreprises améliorent leur productivité et qu'on atteigne une plus grande efficacité dans tous les secteurs. Il est encourageant de constater que les dépenses en immobilisations dans le secteur de la fabrication ont augmenté de façon appréciable pour une seconde année consécutive au Québec. Il y avait un rattrapage important à réaliser dans ce domaine et il faudra que cette tendance se maintienne.

Dans ce contexte, les associés de la Société d'investissement Desjardins ont effectué d'importantes dépenses d'immobilisations en 1979, tant pour l'expansion de leurs usines de fabrication que pour la modernisation de leurs équipements. Leurs projets d'investissements pour 1980 demeurent importants et témoignent de leur dynamisme. Dans ses investissements futurs, la SID continuera à chercher à s'associer avec des entreprises dynamiques qui voient dans l'expansion la façon d'atteindre la rentabilité et de contribuer au développement de notre économie.



En 1979, la SID a joué un rôle actif dans le dossier du transport aérien régional. La SID a commencé à s'intéresser à ce dossier lorsque le gouvernement central a manifesté clairement qu'il recherchait une solution à la rationalisation du transport aérien dans l'est du pays. À ce moment, il nous est apparu évident que la compagnie Nordair serait vendue à des intérêts privés, à la condition que l'objectif de rationalisation puisse se réaliser.

C'est dans ce contexte que la SID a acquis tout d'abord une participation dans Québecair, puis, avec ses nouveaux associés, a entrepris des démarches pour acquérir Nordair. L'action de la SID a été particulièrement importante dans la formation du groupe exceptionnel qui partage nos objectifs d'acquérir Nordair et de rationaliser le transport aérien régional. En plus de s'associer tout d'abord avec monsieur Alfred Hamel et Expéditex, puis avec le groupe Provost, la SID a favorisé une association avec Canadian Co-operative Credit Society, la caisse centrale des «credit unions» et des coopératives canadiennes hors Québec; enfin, Great Lakes Airways est venu compléter ce groupe alliant des entrepreneurs qui ont connu des succès remarquables dans le transport, et des institutions financières coopératives qui rejoignent une partie importante de la population. Le Mouvement Desjardins et les «credit unions» affiliées à C.C.C.S., regroupent au total plus de 8 millions de coopérateurs. À l'aboutissement de cette série de transactions, la SID serait l'actionnaire le plus important de la compagnie de gestion qui posséderait Québecair, Nordair et Great Lakes Airways.

Deux changements de gouvernement à Ottawa en moins d'un an ont contribué à retarder une décision qui devait être prise au plus tard en novembre 1979. La conjoncture actuelle devrait maintenant permettre une prise de décision rapide. Nous demeurons convaincus que notre groupe est le plus apte à réaliser l'objectif de rationalisation et à assurer une continuité nécessaire dans un domaine où les propriétaires se sont succédés très souvent au cours des dernières années. Dans ce dossier, la SID a vivement apprécié le support unanime donné à notre groupe par l'Assemblée Nationale.

C'est en 1979 que la SID a présenté à ses bailleurs de fonds un plan de financement s'étalant sur cinq ans. La réponse a été très positive et, malgré la conjoncture difficile causée par des hausses de taux d'intérêt, nos bailleurs de fonds ont accepté de souscrire, pour la première année, près de \$10 millions en nouveau capital.

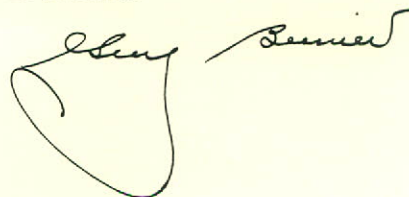
La SID constitue l'instrument que le Mouvement Desjardins s'est donné pour participer directement au développement de l'industrie au Québec. En créant cet instrument, le Mouvement Desjardins reconnaissait l'importance de réinvestir une partie (dans les faits, moins de 1%) des épargnes recueillies auprès des Québécois, sous forme de participations au capital-actions d'entreprises pouvant le mieux contribuer à notre essor économique. Cette mission demeure prioritaire dans la conjoncture économique actuelle, alors qu'il est impérieux d'améliorer la productivité et l'efficacité de nos entreprises. Il importe donc que les actionnaires de la SID lui permettent de continuer son action et participent à la seconde tranche de son plan de financement.

Au cours de la dernière année, la SID a exploré différentes alternatives de financement. Certains de nos bailleurs de fonds nous en avaient d'ailleurs fait la suggestion. Nous avons notamment exploré la possibilité d'émettre des actions sur le marché public, actions qui auraient été éligibles au Régime d'épargne-actions. Après étude, cette possibilité n'a pas été retenue, du moins pas pour cette année. Nous étudions cependant d'autres solutions qui pourraient nous permettre d'obtenir du capital à l'extérieur du Mouvement Desjardins.

Au cours de l'année 1979, monsieur Raymond Blais, directeur général de l'Union régionale de Québec des Caisse populaires Desjardins et président de notre filiale, Crédit Industriel Desjardins Inc., a cédé son siège d'administrateur à la SID. Au nom de mes collègues du Conseil d'administration, je remercie monsieur Blais pour sa contribution au succès de la Société. Il a été remplacé par monsieur Marcel Marcotte, directeur de la Caisse populaire de Portneuf.

En terminant, je voudrais rendre hommage aux dirigeants et à tout le personnel des entreprises avec lesquelles la SID est associée. C'est grâce à leur travail que nous avons pu enregistrer de bons résultats en 1979. Je voudrais également souligner le travail de réorganisation accompli à l'intérieur de la Société au cours de 1979. Ce travail important a permis à la SID de se doter d'une structure organisationnelle à la mesure des défis auxquels elle aura à faire face au cours des prochaines années. Entre autres, elle pourra dorénavant mieux remplir une des fonctions prévues par le Mouvement Desjardins lors de sa création en 1974, à savoir la fonction d'agir comme conseiller spécialisé en matière d'investissement et de financement auprès de ses bailleurs de fonds. Je souhaite donc que tous nos actionnaires qui auraient des problèmes reliés à l'investissement ou au financement d'entreprises, fassent appel à l'équipe de spécialistes de la SID. En offrant un tel service, nous aurons réalisé un autre aspect de la mission que le Mouvement Desjardins nous avait confiée.

Le président



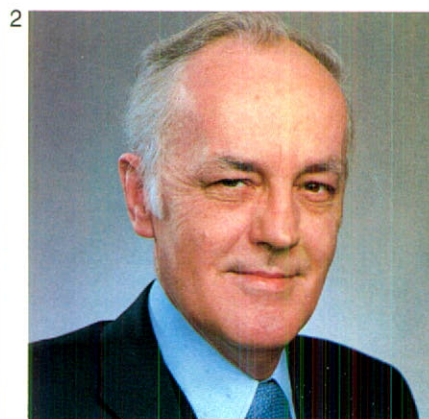
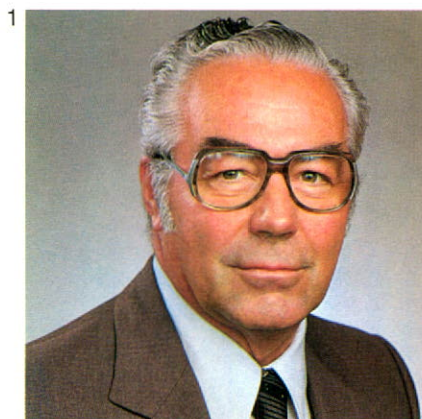
Guy Bernier

Le 4 mars 1980

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration de la SID joue un rôle particulièrement actif. Non seulement exerce-t-il l'autorité finale sur toute décision d'investissement, mais il participe également à l'élaboration des stratégies liées au portefeuille actuel, aux investissements futurs et aux orientations générales de la SID.

En 1979, le Conseil d'administration a étudié la mission et les objectifs de la SID et a passé en revue le cheminement que la Société avait accompli en cinq ans d'existence. Il a évalué les différentes alternatives de financement qui s'offraient, tant pour accroître la participation de ses actionnaires existants que pour en diversifier la provenance. Il a suivi avec intérêt l'évolution de nos compagnies associées en déléguant des administrateurs sur les divers conseils d'administration et en étudiant les rapports qui lui étaient soumis. Le Conseil d'administration s'est également impliqué dans l'étude de plusieurs dossiers d'investissements.



En 1979, la SID a pu grandement bénéficier de la compétence et des expériences variées de ses administrateurs qui ont participé à dix-sept réunions du Conseil. Au cours de l'année, le Conseil d'administration a formé un Comité de vérification qui depuis, s'est réuni à trois reprises.

1 Guy Bernier, président
Président,
Union régionale de Montréal

2 Jean-Marie Ouellet, vice-président
Président,
Union régionale de Québec

3 Paul Gauthier
Vice-président exécutif,
Société d'investissement Desjardins

4 A. Hervé Hébert, secrétaire-trésorier
Président,
Fiducie du Québec

5 Raymond Audet
Directeur général,
Union régionale de Gaspé

6 Camille Dagenais
Président du conseil
et chef de la direction,
Groupe SNC

7 Wesley Hogg
Directeur général,
Union régionale de Rimouski

8 Marcel Marcotte
Directeur,
Caisse populaire de Portneuf

9 Oscar Mercure
Président,
L'Assurance-Vie Desjardins

10 Jean-Marie Raymond
Président et directeur général,
LaSalle Tricot Limitée

11 G. Roger Roy
Président,
Union régionale de Sherbrooke



Rapport du vice-président exécutif

Plan de financement

L'année 1979 aura permis à la SID de préparer un plan de financement de cinq ans pour ses activités d'investissement et d'en réaliser la première étape. Lors de notre assemblée annuelle d'information tenue en mars 1979, nous avons annoncé notre intention d'effectuer auprès de nos bailleurs de fonds, une tournée d'information sur ce plan de financement. La tournée fut entreprise en avril dernier et elle nous permit de rencontrer tous les conseils d'administration des Unions régionales et des Institutions du Mouvement Desjardins.

La réponse de nos bailleurs de fonds fut très positive. Pour 1979, ceux-ci ont accepté d'acquérir 11 557 actions privilégiées 7% et 60 971 actions ordinaires classe «B». De plus, un de nos bailleurs de fonds nous a consenti un prêt qui devrait être converti en 6 488 actions privilégiées au cours de l'année 1980. Cette première tranche de notre plan de financement nous a donc permis de recueillir \$9 021 637. Au cours de l'année, nous avons aussi demandé à nos actionnaires de convertir en actions ordinaires, un dividende qui avait été payé en argent; cette opération a permis à la SID de recevoir un montant supplémentaire de \$495 300.

Québecair

En plus de nous permettre de rembourser des emprunts, d'acquitter le coût d'acquisition d'investissements faits dans les années antérieures et d'effectuer quelques placements à terme, les nouveaux capitaux recueillis en 1979 nous ont permis de réaliser un investissement important, soit l'acquisition de 21% des actions de Québecair.

Cet investissement constituait la première étape d'un plan qui permet à la SID de s'impliquer dans un secteur clé de l'activité économique et de contribuer à la rationalisation du transport aérien dans l'est du Canada. Comme l'a mentionné notre président dans son message, ce plan prévoit aussi l'acquisition de Nordair. Cependant, il nous faut préciser que notre décision d'acquérir une participation dans Québecair a été faite sur la base de son mérite intrinsèque, sans présumer d'une décision future qui ne nous appartient pas, à savoir la vente éventuelle de Nordair à des intérêts privés. Nous avons considéré l'investissement dans Québecair en fonction du rendement que nous escomptons obtenir à moyen terme. La SID et ses associés dans Québecair sont donc déterminés à déployer tous leurs efforts pour assurer le succès de cette entreprise de chez-nous, qui fournit un service essentiel à un grand nombre de Québécois.

Les acquisitions de nos associés

L'année 1979 aura permis à nos compagnies associées de réaliser des projets d'investissements importants. Par ces investissements, nos associés visaient la diversification de leur production, l'expansion de leurs marchés existants et la pénétration de nouveaux territoires. Parmi ces acquisitions, certaines ont permis à nos associés d'établir leur présence sur les marchés de l'Ontario et du nord-est des États-Unis. Une telle stratégie est toute indiquée pour nos entreprises qui sont devenues des chefs de file dans leur domaine au Québec et qui doivent nécessairement accéder à de nouveaux marchés pour maintenir un bon rythme de croissance. D'ailleurs au Québec, on retrouve depuis fort longtemps une multitude d'entreprises qui sont des filiales de compagnies ontariennes ou américaines. N'est-ce pas un signe concret de maturité économique que de voir des entreprises québécoises étendre leur zone d'influence en dehors de la province. La SID se réjouit d'être le partenaire d'entreprises aussi dynamiques.

Ainsi, Culinar a élargi son marché traditionnel en se portant acquéreur de Stuart Inc., un fabricant de tartes et de «petits gâteaux». Culinar a également diversifié ses opérations en achetant Orchard Hill Farms, une entreprise spécialisée dans la préparation d'aliments surgelés, un des secteurs les plus dynamiques du domaine de l'alimentation. Chez Sico, on a fait l'acquisition de Nu-Brite Chemical et de Penfound Varnish, deux entreprises qui lui permettent de pénétrer les marchés de la Nouvelle-Angleterre et de l'Ontario. Tréco, une filiale de Canam-Manac, a acheté Biltrite Furniture, une entreprise montréalaise spécialisée dans le meuble de bureau, et la compagnie Nortex qui produit maintenant des panneaux préfabriqués renforcés de fibre de verre. Enfin, Corporation de Gestion La Vérendrye a acquis le contrôle de Télé-Capitale, qui opère un poste de télévision à Québec et plusieurs postes de radio situés notamment à Rimouski, Sept-Îles, Québec et Ville de Laval.

Toutes ces acquisitions vont contribuer à l'amélioration des résultats de nos associés et ainsi avoir un impact positif sur les résultats consolidés de la SID au cours des prochaines années.

Les résultats d'opération


Nos états financiers incorporent les résultats de deux filiales, Crédit Industriel Desjardins Inc. et Culinar Inc., dont la SID détient respectivement 90% et 51% des actions participantes. Les états présentent également la quote-part de la SID dans les résultats nets et dans les postes extraordinaires de ses trois compagnies satellites. Au cours de l'année 1979, les revenus bruts d'exploitation ont totalisé \$139,6 millions, soit une augmentation de \$30 millions par rapport à l'année précédente. Le bénéfice d'exploitation après coûts des ventes et frais financiers, mais avant participations permanentes, s'est établi à \$7,1 millions par rapport à \$8,2 millions en 1978. Quant à notre quote-part dans les résultats nets et dans les postes extraordinaires des compagnies satellites, elle atteignait \$2,1 millions en 1979, contre \$1,9 million en 1978. Le bénéfice net de l'exercice a totalisé \$4,5 millions comparativement à \$4,6 millions l'année précédente. Compte tenu de l'émission de nouvelles actions en 1979, le bénéfice par action s'établissait à \$12,58 par rapport à \$14,03 en 1978.

Le fait que les bénéfices nets de la Société n'aient pas progressé en 1979 reflète les opérations de consolidation et d'investissements nouveaux qui ont été réalisées chez nos associés. Les efforts qu'ont requis ces opérations apporteront des résultats qui devraient être plus justement ressentis dès l'an prochain.

Organisation

Au moment d'entreprendre une nouvelle phase de croissance, grâce à l'injection de nouveau capital, la SID a voulu se donner une structure organisationnelle qui lui permette de mieux remplir sa mission. Nous avons donc créé trois services: le service d'analyses et d'investissements, les services corporatifs et le service administration et finances. On retrouve dans une autre section de ce rapport annuel, une description plus détaillée des fonctions de ces différents services. Nous croyons avoir maintenant une structure qui nous permette non seulement de bien analyser les nouveaux projets, mais aussi de suivre attentivement les investissements déjà réalisés et de fournir à nos actionnaires un service-conseil spécialisé. Lors de cette réorganisation, monsieur Serge Riopel a été promu directeur général adjoint, Service d'analyses et d'investissements et monsieur Raymond Gagné a été engagé comme directeur général adjoint, Services corporatifs. A travers ces changements, l'équipe de la SID a redoublé d'efforts et je voudrais remercier tous et chacun pour l'excellent travail qu'ils ont accompli en 1979.

Le vice-président exécutif



Paul Gauthier

Le 4 mars 1980



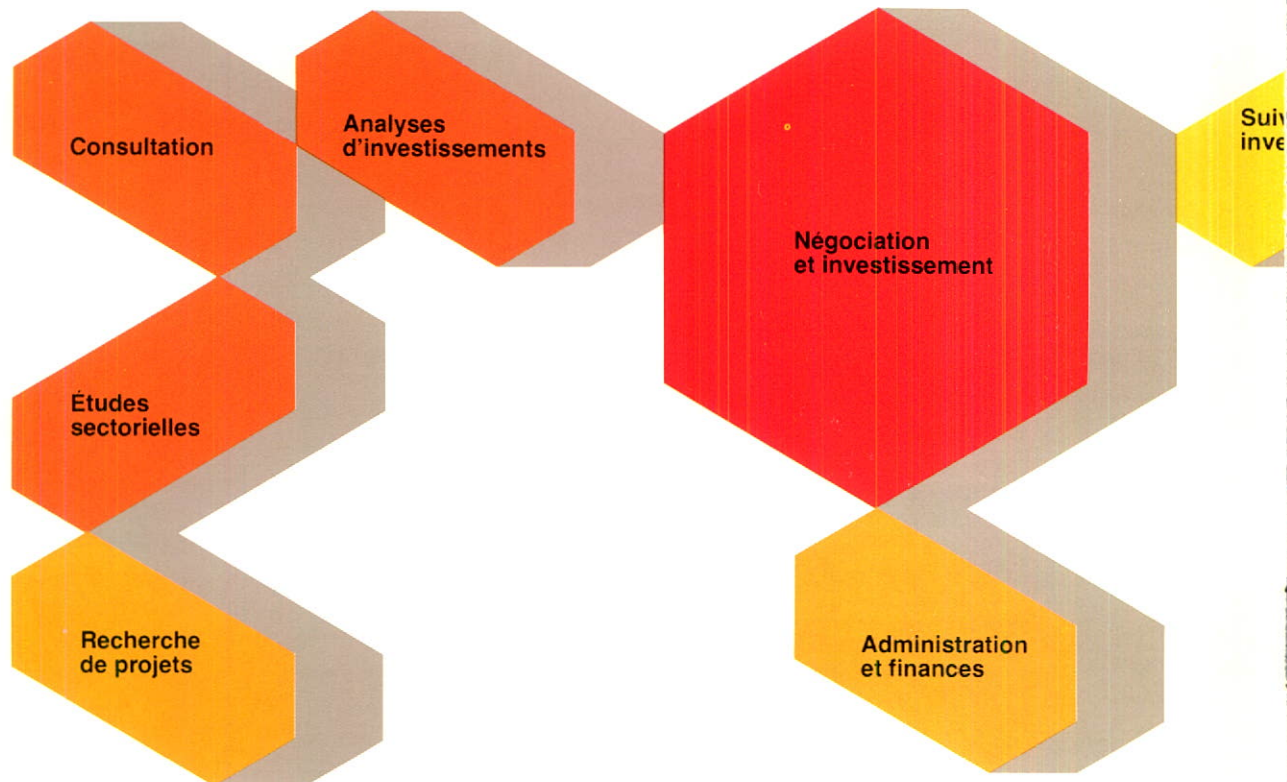
Les services de la SID

La SID se réalise par les investissements qu'elle effectue. Toutes les tâches accomplies au sein de la Société sont donc reliées à notre fonction d'investisseur.

À la SID, il y a une recherche constante de projets d'investissement. Tout notre personnel ainsi que nos administrateurs y participent. Des analystes étudient de façon systématique les secteurs de l'activité économique pour y déceler des opportunités qui répondent à nos objectifs d'investissement.

Lorsque la direction perçoit qu'un dossier est prometteur, il est alors confié au Service d'analyses et d'investissements. C'est là que sont faites les études sectorielles ainsi que les diverses étapes d'analyse d'un projet d'investissement. Ce service participe également à la négociation des transactions.

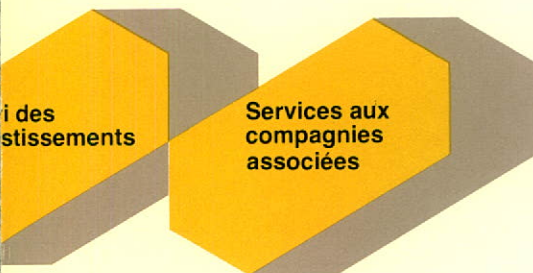
Lorsqu'un investissement est réalisé, le dossier est alors confié aux Services corporatifs qui sont chargés de maintenir des contacts étroits avec nos partenaires et d'assurer le suivi de nos investissements. Ils fournissent également des services qui peuvent



être mis à la disposition de nos partenaires; c'est ainsi que la SID est à développer une expertise dans la recherche de programmes d'aide gouvernementaux destinés à l'entreprise de fabrication.

De plus, la SID offre à ses bailleurs de fonds un service de consultation sur les acquisitions et les problèmes de financement d'entreprises. Cette fonction est sous la responsabilité du Service d'analyses et d'investissements qui peut, au besoin, avoir recours à d'autres ressources de la Société.

Le Service administration et finances fournit à la Société un support administratif. Il exerce un contrôle sur les opérations internes et sur la trésorerie.



Direction générale

Paul Gauthier, vice-président exécutif
Micheline Hébert

Service d'analyses et d'investissements

Serge Riopel, directeur général adjoint
Jean Wilhelmy
Jocelyn Devost
Carole Larone

Services corporatifs

Raymond Gagné,
directeur général adjoint
Maurice Gareau
Huguette Hamelin

Service administration et finances

Réjean Brunelle, contrôleur
Elizabeth Sérour

Société d'investissement Desjardins

États financiers consolidés

Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires de Société d'investissement Desjardins

Nous avons vérifié le bilan consolidé de Société d'investissement Desjardins au 31 décembre 1979 ainsi que les états consolidés du surplus d'apport, des bénéfices non répartis, des résultats et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date et nous avons obtenu tous les renseignements et les explications demandés. Notre vérification des états financiers de Société d'investissement Desjardins et de sa filiale Crédit Industriel Desjardins Inc. a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances. Nous nous en sommes remis à l'opinion des vérificateurs qui ont vérifié les états financiers de la filiale Culinar Inc. et des compagnies satellites.

À notre avis, au meilleur des renseignements et des explications qui nous ont été donnés et tel qu'il appert aux registres comptables de la Société, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1979 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Ces principes comptables ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent, compte tenu du redressement rétroactif reflétant l'adoption d'une nouvelle méthode d'amortissement des immobilisations d'une filiale, tel que mentionné à la note complémentaire 3b.

Comptables agréés

Maheux, Chisneau, Roy & Associés

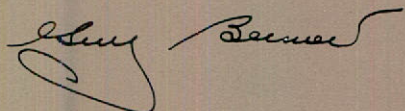
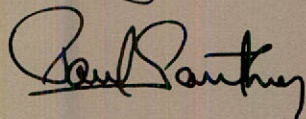
Le 29 février 1980

Bilan consolidé

31 décembre 1979

Actif	1979	1978
Court terme		
Encaisse	\$ 698 163	\$ —
Billets et dépôts à terme	4 240 000	—
Débiteurs (note 5)	13 183 197	10 040 330
Stocks	10 185 655	6 850 114
Frais payés d'avance	1 005 245	1 452 519
Montant encaissable au cours du prochain exercice sur les prêts à long terme	8 152 537	6 668 595
	37 464 797	25 011 558
Prêts à long terme et autres actifs	89 263 511	67 010 918
Participations permanentes (note 6)	18 485 540	13 179 074
Immobilisations (note 7)	25 353 450	16 048 283
Autres valeurs actives (note 8)	7 204 193	7 484 551
	\$177 771 491	\$128 734 384

Au nom du Conseil d'administration

Administrateurs

Passif et avoir des actionnaires	1979	1978
Court terme		
Découvert de banque	\$ —	\$ 127 906
Emprunts bancaires	11 695 700	2 185 000
Billets à court terme	—	4 500 000
Comptes à payer et autres dettes courues	16 080 616	13 481 660
Versements sur la dette à long terme échéant au cours du prochain exercice (note 9)	423 451	300 000
	28 199 767	20 594 566
Dette à long terme (note 9)	81 016 681	54 308 435
Impôts sur le revenu reportés	2 890 000	2 504 000
Intérêts minoritaires	13 165 709	11 707 134
	125 272 157	89 114 135
Avoir des actionnaires		
Capital-actions (note 10)	40 766 500	33 018 400
Surplus d'apport	1 139 807	19 770
Bénéfices non répartis	10 593 027	6 582 079
	52 499 334	39 620 249
	\$177 771 491	\$128 734 384

Surplus d'apport consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 1979

	1979	1978
Surplus d'apport au début de l'exercice	\$ 19 770	\$ 19 770
Prime à l'émission d'actions ordinaires	1 120 037	—
Surplus d'apport à la fin de l'exercice	\$ 1 139 807	\$ 19 770

Bénéfices non répartis consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 1979

	1979	1978
Bénéfices non répartis au début de l'exercice		
Solde déjà établi	\$ 6 046 134	\$ 701 813
Redressements		
Changements dans la méthode du calcul de l'amortissement des immobilisations d'une filiale (note 3b)	535 945	450 193
Impôts sur le revenu des exercices antérieurs	—	(81 789)
Quote-part de la Société dans les résultats nets de compagnies satellites depuis la date de participation	—	876 448
Solde redressé	6 582 079	1 946 665
Bénéfice net de l'exercice	4 513 592	4 635 414
	11 095 671	6 582 079
Dividendes — actions ordinaires	495 276	—
	10 600 395	6 582 079
Versement de l'impôt remboursable au titre de dividendes	129 654	—
	10 470 741	6 582 079
Remboursement de l'impôt remboursable au titre de dividendes	122 286	—
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	\$ 10 593 027	\$ 6 582 079

Résultats consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 1979

	1979	1978
Revenus bruts d'exploitation	\$139 640 600	\$109 653 088
Coût des ventes et autres frais	111 515 630	85 961 958
Bénéfice brut d'exploitation	28 124 970	23 691 130
Frais financiers		
Intérêts sur emprunts à long terme	6 356 380	4 726 044
Intérêts sur emprunts à court terme	1 497 262	416 509
	7 853 642	5 142 553
Frais généraux et d'administration	9 600 263	7 641 857
Frais de recherche et de développement (incluant l'amortissement de \$37 000)	675 185	573 872
Amortissement des immobilisations	2 491 808	1 779 262
Amortissement de l'excédent du coût des actions des filiales sur les valeurs comptables	357 275	304 441
	20 978 173	15 441 985
Bénéfice d'exploitation avant revenus de participations permanentes	7 146 797	8 249 145
Quote-part de la Société dans les résultats nets de compagnies satellites	1 895 523	1 908 340
Bénéfice avant impôts, intérêts minoritaires et poste extraordinaire	9 042 320	10 157 485
Impôts sur le revenu		
Exigibles	3 178 475	2 619 000
Reportés	(592 475)	591 000
	2 586 000	3 210 000
Bénéfice avant intérêts minoritaires et poste extraordinaire	6 456 320	6 947 485
Intérêts minoritaires	2 127 319	2 333 945
Bénéfice avant poste extraordinaire	4 329 001	4 613 540
Quote-part de la Société dans les postes extraordinaires de compagnies satellites	184 591	21 874
Bénéfice net de l'exercice	\$ 4 513 592	\$ 4 635 414
Bénéfice par action		
Avant poste extraordinaire	\$ 12,06	\$ 13,97
Après poste extraordinaire	\$ 12,58	\$ 14,03

Évolution de la situation financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 1979

	1979	1978
Provenance des fonds		
Fonds provenant de l'exploitation		
Bénéfice avant poste extraordinaire	\$ 4 329 001	\$ 4 613 540
Postes ne comportant aucune rentrée et aucune sortie de fonds	3 086 459	3 167 523
	<u>7 415 460</u>	<u>7 781 063</u>
Autres postes affectant le fonds de roulement		
Augmentation de la dette à long terme	26 017 567	20 657 585
Ventes d'immobilisations	204 742	752 383
Émission d'actions ordinaires, classe B	7 711 737	1 798 900
Émission d'actions ordinaires, classe A	700	—
Émission d'actions aux intérêts minoritaires	76 286	385 304
Émission d'actions privilégiées	1 155 700	—
Poste n'affectant pas le fonds de roulement		
Émission d'actions ordinaires, classe B, suite à la conversion de débentures, Série A	—	11 004 900
	<u>42 582 192</u>	<u>42 380 135</u>
Utilisation des fonds		
Postes affectant le fonds de roulement		
Dividendes moins le remboursement de l'impôt remboursable au titre de dividendes	369 239	—
Acquisition de filiales, déduction faite du fonds de roulement acquis	1 410 652	6 780 261
Achats de participations permanentes	3 735 989	3 793 285
Déboursés nets sur les prêts et autres actifs	22 237 546	18 932 167
Achats d'immobilisations	7 215 470	5 925 723
Frais d'émission de la dette à long terme	98 283	373 872
Dividendes versés aux intérêts minoritaires	468 980	409 431
Diminution de la dette à long terme	1 959 378	421 450
Augmentation d'autres valeurs actives	104 395	—
Versement de l'impôt remboursable au titre de dividendes	134 222	—
Poste n'affectant pas le fonds de roulement		
Conversion de débentures Série A en actions ordinaires, classe B	—	11 004 900
	<u>37 734 154</u>	<u>47 641 089</u>
Augmentation (diminution) du fonds de roulement	\$ 4 848 038	\$ (5 260 954)

Notes complémentaires

31 décembre 1979

1. Principales pratiques comptables

a) Principes suivis en vue de la consolidation

- i) Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Société d'investissement Desjardins et des filiales
- Crédit Industriel Desjardins Inc.
 - Culinar Inc. et ses filiales

Les comptes des filiales acquises par Culinar Inc. au cours de l'exercice sont inclus depuis les dates d'acquisitions; les excédents du coût des actions de ces acquisitions sur les valeurs nettes aux livres aux dates d'acquisitions au montant de \$388 518 sont comptabilisés aux immobilisations.

Les comptes de Core Data Products Ltd. et de sa filiale sont exclus de la consolidation en raison de la liquidation éventuelle de cette dernière.

- ii) Les excédents du coût des actions de filiales sur les valeurs comptables aux dates d'achat sont amortis sur une période de 20 ans.

b) Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas du coût et de la valeur nette probable de réalisation; le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

c) Détermination des revenus bruts d'exploitation

Les revenus bruts d'exploitation sur les prêts accordés à des entreprises sont déterminés suivant la méthode de l'intérêt simple calculé sur les soldes décroissants.

Les revenus de location non gagnés représentent l'excédent du montant brut à recevoir des contrats de location sur le coût des éléments d'actifs loués, déduction faite de la valeur résiduelle estimative. Ces revenus non gagnés sont inscrits aux livres lorsque le contrat entre en vigueur et sont portés aux revenus en montants mensuels directement proportionnels au solde résiduel du placement non recouvré dans l'actif relatif à la location.

d) Participations permanentes

Le coût des participations permanentes inclut les honoraires professionnels engagés spécifiquement pour l'acquisition de ces participations.

e) Immobilisations

La Société a adopté la politique d'amortir les immobilisations pour améliorations locatives sur la durée des baux, et une filiale, celle d'amortir sur la durée économique prévue pour les actifs immobilisés. Les taux d'amortissement suivants ont été utilisés:

Mobilier et équipement	20%
Immeubles	2 1/2%
Machinerie et équipement	10%
Matériel roulant	20%

f) Frais de développement reportés

Les frais de développement reportés sont amortis d'après la méthode de l'amortissement constant pendant une période de trois ans.

g) Provision pour pertes

Les prêts consentis et déboursés ainsi que les montants à recevoir en vertu de contrats de location sont révisés mensuellement par l'administration. Les pertes encourues et estimées, incluant les frais de liquidation, sont radiées dans la période. C'est aussi la politique d'établir une provision pour pertes éventuelles sur les prêts et les contrats de location en cours.

h) Frais d'émission de la dette à long terme

L'escompte et les frais relatifs à la dette sont amortis selon la méthode de l'amortissement constant sur la durée de la dette.

i) Impôts sur le revenu

Les impôts sur le revenu reportés sont attribuables à l'écart relatif à l'amortissement des frais de la dette ainsi qu'aux écarts relatifs aux revenus de location et à l'allocation du coût en capital.

Le crédit d'impôt fédéral à l'investissement est comptabilisé en diminution de la provision pour impôts.

2. Constitution

La Société a été constituée en vertu de la «Loi concernant la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec» et, sous réserve des dispositions de cette loi, est régie par les dispositions de la deuxième partie de la Loi des compagnies, Québec.

3. Modifications dans l'application des pratiques comptables

- a) La Société, qui traitait auparavant ses frais professionnels d'acquisition de placements comme des dépenses de l'exercice où ils étaient encourus, a adopté la politique de capitaliser ces frais au coût des placements. Les effets de cette modification sur l'exercice en cours sont peu importants. Cette modification n'a pas été appliquée de façon rétroactive.
- b) En 1979, la filiale Culinar Inc., a adopté la pratique d'amortir les immobilisations d'après la méthode de l'amortissement linéaire telle que décrite à la note 1 (e). Antérieurement, les immobilisations étaient amorties selon la méthode du solde dégressif. Le changement de méthode a augmenté de \$1 985 399 la valeur nette des immobilisations, de \$868 000 les impôts sur le revenu reportés et de \$535 945 les bénéfices non répartis. Selon la méthode précédemment utilisée, le bénéfice net pour 1979 aurait été inférieur de \$87 629 et l'application rétroactive du changement a augmenté de \$122 363 le bénéfice net de 1978.

Certains chiffres de 1978 ont été redressés pour donner effet de façon rétroactive à ce changement de convention comptable.

4. Subventions

- a) Le ministère de l'Expansion économique régionale du Canada a accordé à une filiale une subvention de \$773 705 dont le montant est établi selon le coût du projet d'agrandissement. Celle-ci est assujettie aux conditions stipulées dans l'offre acceptée par la filiale le 23 août 1978; ce montant est comptabilisé en diminution du coût du projet.
- b) En vertu d'offres faites par la Société de Développement Industriel du Québec, des filiales pourraient bénéficier pour la période se terminant en 1983 du remboursement d'une partie de leurs intérêts sur le financement jusqu'à concurrence de \$1 225 000. Au cours de l'exercice 1979, un montant de \$335 000 a été comptabilisé en diminution des intérêts sur la dette à long terme.

5. Débiteurs

	1979	1978
Comptes à recevoir	\$10 846 955	\$ 8 795 358
Intérêts courus, à recevoir et autres actifs	1 283 750	921 614
Subventions à recevoir (note 4)	1 023 705	214 820
Impôts sur le revenu à recouvrer	28 787	108 538
	<u>\$13 183 197</u>	<u>\$10 040 330</u>

6. Participations permanentes

	1979	1978
a) Placements dans les compagnies satellites, à la valeur de consolidation	\$15 891 786	\$10 664 295
Les excédents du coût des actions de ces compagnies sur les valeurs comptables aux dates d'achat au montant de \$6 169 287 sont amortis selon la méthode de l'amortissement constant sur une durée de 20 ans.		
b) Placements de portefeuille, au coût		
Titres cotés en bourse	2 589 754	2 510 779
Valeurs boursières au		
31 décembre 1979 \$2 852 580		
31 décembre 1978 \$2 351 000		
Quote-part de l'avoir net au		
31 décembre 1979 \$2 791 509		
31 décembre 1978 \$2 511 507		
Autres placements	4 000	4 000
	<u>\$18 485 540</u>	<u>\$13 179 074</u>

7. Immobilisations

	Coût	Amortissement accumulé	Coût non amorti 1979	1978
Terrains	\$ 1 607 368	\$ —	\$ 1 607 368	\$ 879 850
Immeubles	15 281 297	4 381 177	10 900 120	7 494 334
Mobilier et équipement	225 450	91 328	134 122	89 038
Machinerie et équipement	21 629 344	11 155 072	10 474 272	5 698 850
Matériel roulant	5 704 970	3 976 288	1 728 682	1 450 625
Améliorations locatives	557 607	48 721	508 886	435 586
	\$45 006 036	\$19 652 586	\$25 353 450	\$16 048 283

8. Autres valeurs actives

	1979	1978
Excédents du coût des actions des filiales sur les valeurs comptables aux dates d'achat, au coût amorti	\$ 6 033 486	\$ 6 335 999
Frais d'émission de la dette à long terme, au coût amorti	937 669	1 048 426
Avantage fiscal déductible des futurs impôts sur le revenu	45 126	45 126
Autres éléments d'actifs	187 912	55 000
	\$ 7 204 193	\$ 7 484 551

9. Dette à long terme

	1979	1978
Société d'investissement Desjardins		
Débetures		
Série A, 9%, rachetables par anticipation, échéant le 31 mars 1989	\$ 5 082 300	\$ 5 082 300
Emprunt d'un actionnaire au taux de 7%, échéant le 15 novembre 1980, convertible en 6 488 actions privilégiées	648 800	—
	5 731 100	5 082 300
Crédit Industriel Desjardins Inc.		
Débetures		
Série A, 10%, échéant le 15 février 1984	\$ 9 922 000	\$10 000 000
Billets garantis		
Série A, 10 1/4%, échéant le 15 décembre 1981	9 098 000	9 250 000
Série B, 10 1/2%, échéant le 15 décembre 1986	5 750 000	5 750 000
Série C, 9 1/2%, échéant le 15 juillet 1982	4 994 000	5 000 000
Série D, 10%, échéant le 15 juillet 1987	4 993 000	5 000 000
Série E, 9 1/4%, échéant le 3 octobre 1983	6 788 000	7 000 000
Série F, 10%, échéant le 3 octobre 1988	2 780 000	3 000 000
Billets à court terme	20 000 000	—
	64 325 000	45 000 000

9. Dette à long terme (suite)

	1979	1978
Culinar Inc.		
Débetures		
Série A, 8 1/2%, échéant de 1979 à 1983 inclusivement, garanties par le transport des actions détenues dans des filiales	990 000	1 190 000
Série B, 8 1/4%, échéant de 1984 à 1988 inclusivement, garanties par le transport des actions détenues dans des filiales	1 800 000	1 800 000
Avances bancaires et autres		
Au taux correspondant au coût d'emprunt du prêteur plus 1/2% pour les 24 premiers mois et plus 3/4% par la suite (14,55% au 31 décembre 1979), remboursable par versements annuels de \$666 667 à compter du 31 décembre 1982	4 000 000	—
Au taux interbancaire de Londres plus 5/8% (11 1/8% au 31 décembre 1979), remboursable par versements annuels irréguliers à compter de 1982, échéant en 1984 (\$573 382 E.-U.)	669 653	—
Au taux interbancaire de Londres plus 5/8% (11 1/8% au 31 décembre 1979), remboursable par versements semi-annuels irréguliers à compter de 1982, échéant en 1984 (\$2 226 618 E.-U.)	2 605 143	—
Au taux de base plus 1/4% (15 1/2% au 31 décembre 1979), remboursable le 20 juin 1981 (\$200 000 E.-U.)	\$ 234 000	\$ —
Au taux de base, négociable le 1 ^{er} janvier 1980 (garantie par le transport des comptes à recevoir et par des lettres de garantie de filiales)	—	878 550
Billets à payer		
Sans intérêt, remboursable par versements irréguliers, échéant le 27 avril 1982	557 585	657 585
Sans intérêt, remboursable par versements mensuels de \$4 000 à compter de février 1980 et par un versement de \$104 000 en janvier 1984	292 000	—
Emprunt hypothécaire		
8 1/2%, remboursable par versements mensuels de \$255 comprenant le capital et les intérêts (\$19 630 E.-U.)	22 967	—
Obligation découlant de contrats de location — acquisition (\$181 781 E.-U.)	212 684	—
	11 384 032	4 526 135
Total consolidé	81 440 132	54 608 435
Versements échéant au cours du prochain exercice	423 451	300 000
	\$81 016 681	\$54 308 435

Crédit Industriel Desjardins Inc.

Les exigences maximales des fonds de remboursement et le montant maximum requis pour rencontrer l'échéance des billets garantis au cours des cinq prochains exercices s'établissent comme suit:

	Exigences maximales des fonds de remboursement	Échéance	Total
1980	\$ 1 668 000	\$ —	\$ 1 668 000
1981	755 000	8 728 000	9 483 000
1982	675 000	24 694 000	25 369 000
1983	575 000	6 440 000	7 015 000
1984	275 000	8 422 000	8 697 000

Les billets à court terme à payer, échéant en deçà d'un an, sont classés comme dette à long terme selon la durée d'un contrat de crédit, non garanti, conclu avec un des banquiers de la filiale. Au 31 décembre 1979, ce crédit s'élève à \$20 millions échéant le 1^{er} avril 1982.

9. Dette à long terme (suite)

Culinar Inc.

Les versements des prochains exercices relatifs aux débiteures, avances bancaires et emprunts hypothécaires s'établissent comme suit:

1980	\$ 423 451
1981	744 965
1982	1 712 934
1983	2 040 718
1984	2 890 075

10. Capital-actions

Autorisé

- 400 000 actions privilégiées, dividende 7% non cumulatif, rachetables, sans droit de vote, valeur nominale de \$100 chacune
- 10 000 actions ordinaires, classe «A», ne pouvant être souscrites que par la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec, valeur nominale de \$100 chacune
- 590 000 actions ordinaires, classe «B», sans droit de vote, valeur nominale de \$100 chacune

Émis et payé

11 557 actions privilégiées (1978, nil)	\$ 1 155 700	\$ —
478 actions ordinaires, classe «A» (1978, 471 actions)	47 800	47 100
395 630 actions ordinaires, classe «B» (1978, 329 713 actions)	39 563 000	32 971 300
	\$40 766 500	\$33 018 400

Au cours de l'exercice, 11 557 actions privilégiées, 7 actions ordinaires, classe «A», et 65 917 actions ordinaires, classe «B», ont été émises contre règlement en espèces.

6 488 actions privilégiées sont réservées pour la conversion éventuelle d'un emprunt d'un actionnaire.

11. Pertes reportées aux fins de l'impôt sur le revenu

L'avantage fiscal provenant du report de pertes comptables relatives aux exercices 1978 et 1979 n'est pas inscrit aux états financiers. Ces pertes susceptibles de réduire le revenu futur lors du calcul du revenu imposable et conséquemment de diminuer l'impôt sur le revenu s'élèvent à \$242 760. Elles se répartissent comme suit et sont sujettes à la dernière année de récupération indiquée:

1983	\$ 91 768
1984	150 992
	\$242 760

12. Engagement

Une filiale avait consenti des prêts non déboursés en fin d'exercice pour un montant de \$26 905 737 dont \$3 400 000 était sujet à acceptation par les requérants.

13. Événements subséquents

- a) Le 16 janvier 1980, la Société a acquis 70 000 actions ordinaires d'une compagnie satellite.
- b) Le 18 janvier 1980, une filiale a accepté une offre de vendre les stocks et les immobilisations d'une de ses filiales, ainsi que l'achalandage de cette entreprise, lequel n'est pas inscrit à son actif. Cette transaction devra au préalable être approuvée par le Gouverneur Général en conseil sous les dispositions de la Loi sur l'investissement étranger.

14. Chiffres comparatifs

La présentation de l'exercice précédent a été modifiée en fonction de celle de l'exercice courant.

«La SID, c'est l'intégration des membres du Mouvement Desjardins, l'épargnant, le travailleur, le consommateur, au développement industriel et à la prospérité économique de leur milieu.»



Les partenaires actuels de la SID

Filiales

Crédit Industriel Desjardins Inc.

Culinar Inc. et ses filiales:

- Lido Biscuit Cie Limitée;
- Orchard Hill Farms, Inc.;
- Produits Diamant Ltée;
- Stuart Ltée;
- Vachon Inc.

Compagnies associées

Sico Inc. et ses filiales:

- Nu-Brite Chemical Company Inc. (É.-U.);
- Peintures Crown Diamond Limitée;
- Transporama Inc.

Canam-Manac Inc.

et ses principales filiales:

- Les Aciers Canam Inc.;
- Hambro International (Structures) Limited;
- Canam Hambro Structures Inc.;
- Canam Sales Corporation (É.-U.);
- Manac Inc.;
- Treco Inc.

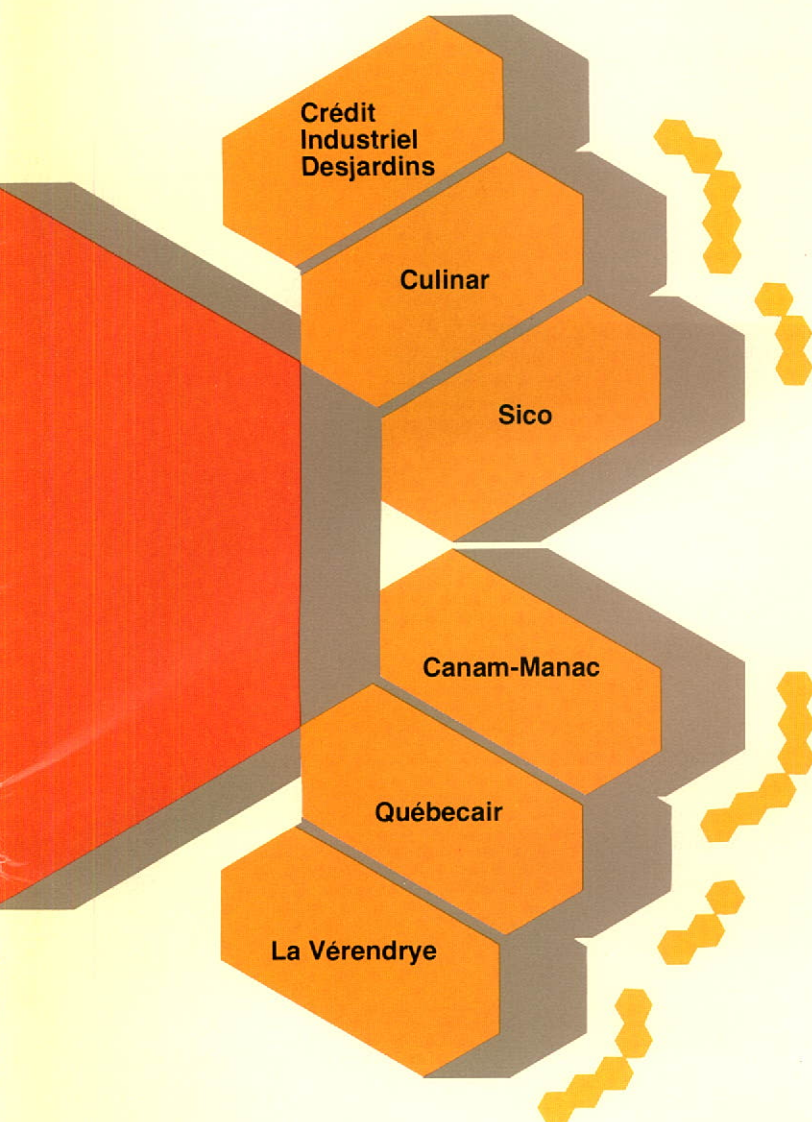
Québecair et ses filiales:

- Les Ailes du Nord Ltée;
- Air Fecteau Ltée.

Corporation de gestion La Vérendrye

et ses principales filiales:

- Québec Aviation Ltée;
- Télé-Capitale Ltée;
- Témisko Inc.;
- Transport Brazeau Inc.;
- Tremblay Express Limitée.



Nos partenaires et leurs principaux produits

Par les entreprises auxquelles elle est associée, la SID rejoint un vaste public-consommateur. Voici quelques exemples de biens et de services qui illustrent notre intégration à la vie quotidienne du consommateur.

Crédit Industriel Desjardins, par ses prêts à plus de trois cents entreprises industrielles et commerciales, favorise la production et la mise en marché d'une multitude de biens et de services et contribue ainsi à la satisfaction des besoins des consommateurs.

Sico fabrique toute une gamme de peintures de haute qualité vendues sous les noms de Sico et de Crown Diamond. Elle offre aussi les papiers peints Novax et, depuis peu, les peintures pour carrosseries automobiles.

Canam-Manac, une entreprise d'avantage impliquée dans les produits industriels, rejoint aussi le consommateur. La division Bilrite Furniture de sa filiale Tréco fabrique des meubles de bureau, alors que la division Glendale manufacture des maisons mobiles. Le groupe Canam-Manac fabrique aussi des poutrelles d'acier, des remorques de camions, des pièces de bois tournées, des camps préfabriqués pour les travailleurs de chantiers hydro-électriques, de l'industrie forestière et de bien d'autres secteurs.





Culinar, c'est la gamme des petits gâteaux, des tartes et des tartelettes de Vachon, Stuart et Flamingo. Ce sont aussi les confitures, les garnitures pour tartes, les cristaux de saveur, la moutarde et bien d'autres condiments produits par la filiale Diamant sous la marque Vachon. La filiale américaine OHF, récemment acquise, manufacture les produits surgelés Jiffy qui seront éventuellement distribués au Québec.

Le groupe **La Vérendrye** a acquis le contrôle de Télé-Capitale et rejoint ainsi un grand nombre de québécois via ses stations de radio et son poste de télévision. On sait que La Vérendrye est une entreprise importante dans le transport routier des marchandises. Ce groupe fabrique aussi des remorques de camions et il est présent dans le transport aérien.

Québecair, par l'acquisition de nouveaux appareils Boeing 737, sera en mesure d'assurer un service de toute première qualité aux voyageurs qui se déplacent pour leur travail, leurs affaires et leurs vacances.



mouvement
des caisses populaires
desjardins

